



Les grands titres:

- Libye : l'envoyé de l'ONU appelle les Libyens à trouver une solution politique au conflit
- Iran : l'ONU condamne deux attaques terroristes à Téhéran
- L'ONU et l'Union africaine lancent un groupe de haut niveau sur les migrations en Afrique
- Conseil des droits de l'homme : une experte de l'ONU souligne le potentiel de l'éducation non formelle
- Le musicien australien Cody Simpson nommé Champion des océans par le PNUD
- L'investissement étranger direct va augmenter de 5% en 2017, selon un rapport de l'ONU
- L'intelligence artificielle peut aider à réaliser les Objectifs de développement durable, souligne l'ONU
- Green Wave : entrer en résonance harmonique avec les animaux marins

Libye : l'envoyé de l'ONU appelle les Libyens à trouver une solution politique au conflit



Martin Kobler, le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, devant le Conseil de sécurité en avril 2017. Photo ONU/Rick Bajornas

7 juin - Intervenant devant le Conseil de sécurité mercredi, le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, Martin Kobler, a dénoncé l'impasse politique qui perdure et a appelé les Libyens à trouver une solution.

« En Libye, le processus de transition n'a pas été entièrement mis en œuvre. Des institutions parallèles continuent d'exister. La Chambre des représentants n'a pas reconnu le gouvernement de l'Entente nationale et n'a pas adopté l'amendement constitutionnel », a souligné M. Kobler devant les membres du Conseil.

Malgré cette impasse, il a estimé que l'Accord politique signé en décembre 2015 par les parties prenantes libyennes avait changé la situation sur le terrain.

« Le Conseil de la présidence travaille à Tripoli depuis 2016. La production de pétrole libyen dépasse 800.000 barils par jour. Daech, tout en restant une menace, n'est que l'ombre de ce qu'il était il y a un an », a-t-il souligné. « Plus important encore, que vous soyez Libyen de Benghazi, Tripoli ou

Sabha, l'Accord reste le meilleur espoir pour une solution à la crise en Libye. Les Libyens souhaitent la paix; ils désirent la sécurité; ils désirent un pays où leurs enfants ont un avenir meilleur ».

Le Représentant spécial a estimé qu'il fallait continuer de soutenir les efforts pour aider la Libye à trouver une solution durable.

« Sans progrès dans le domaine politique, les symptômes du conflit ne feront que s'aggraver », a-t-il noté.

« Les migrants continuent de mourir alors qu'ils cherchent une vie meilleure. Les femmes et les hommes dans les centres de



détention et les prisons vivent un cauchemar. Les principes humanitaires fondamentaux et l'espace humanitaire sont menacés », a-t-il ajouté.

Martin Kobler a rappelé que cinq hôpitaux ont été bombardés cette année et que les fournitures humanitaires ne peuvent pas atteindre de nombreuses régions en raison de l'insécurité.

« La situation des droits de l'homme reste préoccupante. Depuis mars, 65 civils ont été tués lors d'affrontements armés, certains suite à des bombardements aveugles », a-t-il ajouté.

Il a appelé le Conseil de sécurité et la communauté internationale à ne pas rester indifférents aux souffrances causées par ce conflit et à ne pas abandonner l'espoir d'une Libye « meilleure et plus unie ».

Iran : l'ONU condamne deux attaques terroristes à Téhéran



Vue des jardins du parc Norouz, à Téhéran, en Iran. Crédit: Centre d'information des Nations Unies à Téhéran

7 juin - Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et le Conseil de sécurité ont condamné fermement deux attaques terroristes qui ont visé mercredi le mausolée de l'ayatollah Ruhollah Khomeini et le Parlement (Majlis) à Téhéran, en Iran.

M. Guterres a exprimé ses sincères condoléances au gouvernement de l'Iran et aux familles des victimes et a souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

« Le Secrétaire général souhaite que les responsables de cette violence injustifiable soient rapidement traduits en justice. Tous les pays doivent travailler ensemble dans la lutte contre le terrorisme tout en respectant les droits et les valeurs universels qui lient la communauté mondiale », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

Les membres du Conseil de sécurité ont également condamné dans les termes les plus forts les « attaques terroristes barbares et lâches » à Téhéran.

Dans une déclaration à la presse, ils ont exprimé leur profonde sympathie et leurs condoléances aux familles des victimes ainsi qu'au peuple d'Iran. Ils ont souhaité un prompt et complet rétablissement aux blessés.

Selon la presse, au moins douze personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées après que trois terroristes se sont fait exploser au Parlement iranien et au mausolée de l'ayatollah Khomeini, fondateur de la République islamique. Le groupe extrémiste Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL/Daech) a revendiqué ces attaques.

L'ONU et l'Union africaine lancent un groupe de haut niveau sur les migrations en Afrique



Des migrants dans un centre de détention en Libye. Photo OIM/2017

7 juin - La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et l'Union africaine (UA) ont lancé mardi à Monrovia le Groupe de haut niveau sur les migrations (HLPM) en Afrique – un panel visant à placer les questions de migrations au sommet de l'agenda politique en engageant les principaux acteurs et partenaires.

Établi par la CEA sous la direction de la Conférence conjointe des ministres de l'UA et de la CEA à Addis-Abeba, ce groupe, composé de 14 membres est présidé par Mme Sirleaf, la Présidente du Libéria.

« Rien que la semaine dernière, une quarantaine de jeunes hommes et femmes sont morts de soif dans le désert du Sahara, en essayant de rejoindre l'Europe. Plus d'un millier de personnes ont péri en Méditerranée depuis le début de cette année », a déclaré Mme Sirleaf lors du lancement du HLPM.

La Présidente du HPLM a fait remarquer que dans de nombreux endroits en Europe aujourd'hui, on observe « un mélange de migrants de milieux divers vivant dans les rues et dans des conditions pouvant être décrites comme inhumaines ».

Lors du lancement du HPLM, le Secrétaire exécutif par intérim de la CEA, Abdalla Hamdok, a déclaré que l'Afrique se voyait privée des nombreux avantages de la migration en raison de politiques frontalières strictes. Il a déploré le fait que les Africains aient besoin de visas pour se rendre dans 55% des autres pays africains.

« Les voyages effectués par les Africains sur le continent sont limités par des exigences strictes en matière de visa, de contrôles aux frontières excessifs et de restrictions à l'immigration », a dit M. Hamdok, ajoutant que le phénomène « augmente les coûts et les risques de la migration et entrave souvent la motivation individuelle pour migrer et les restrictions de mobilité du pays ».

Le chef par intérim de la CEA a également souligné que bien que les médias internationaux aient tendance à présenter des images d'un grand nombre de migrants traversant la Méditerranée en Europe en provenance principalement d'Afrique, la migration intra-africaine domine encore les flux migratoires sur le continent.

« Les données montrent que moins de 3% de la population africaine ont migré à l'international et moins de 12% du total des flux migratoires à destination de l'Europe proviennent d'Afrique », a rappelé M. Hamdok.

Ce point de vue a également été souligné par Maureen Achieng, Représentante de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) auprès de l'UA, de la CEA et de l'Autorité intergouvernementale sur le développement (IGAD).

« Les migrations en provenance d'Afrique vers d'autres régions se déroulent à un rythme beaucoup moins élevé que l'on pourrait penser », a déclaré Mme Achieng. « Il y a environ 7,5 millions de migrants ouest-africains en Afrique de l'Ouest, contre 1,2 million en Amérique du Nord et en Europe combinées ».

Mme Alma Negash, Fondatrice du Réseau de la diaspora africaine (Africa Diaspora Network) et Membre du HPLM a également déploré la question des contrôles excessifs aux frontières. Elle a cité l'Ouganda qui a accepté des migrants comme un exemple que les pays africains devraient suivre.

« Au cours des dernières années, le pays à lui seul, a accueilli au moins 800.000 migrants et réfugiés du Soudan du Sud », a déclaré Mme Negash. « L'Afrique doit endosser la responsabilité et s'occuper de ses enfants ».

Au cours des prochains mois, le HPLM mènera des consultations aux niveaux national, régional et mondial pour formuler des recommandations sur les mesures à prendre pour construire et maintenir un large consensus politique.

Ce consensus concerne le programme de développement international de la migration, en tenant compte des défis particuliers des pays dans des situations de conflit et post-conflit. Le rapport sera soumis lors du Sommet des chefs d'État de l'UA en juillet 2018.

Conseil des droits de l'homme : une experte de l'ONU souligne le potentiel de l'éducation non formelle



Des enfants à l'école dans un camp de déplacés à Maiduguri, dans l'Etat de Borno, au nord-est du Nigéria. Photo UNICEF/Naftalin

7 juin - Intervenant devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation, Koumbou Boly Barry, a demandé aux États de prendre conscience du potentiel de l'éducation non formelle pour atteindre les personnes qui ne sont pas intégrées au système formel et ainsi lutter contre l'analphabétisme.

L'éducation non formelle est un dispositif qui peut couvrir des programmes éducatifs visant à favoriser l'alphabétisation des adultes, à assurer une éducation de base aux enfants non scolarisés. Selon Mme Koumbou Boly Barry, les programmes non formels peuvent ainsi offrir plus de flexibilité et améliorer les résultats scolaires. Cela passe par des programmes

bien conçus et centrés sur l'apprenant.

Pour l'Experte indépendante, cela est particulièrement pertinent pour les filles et les groupes en situation de vulnérabilité. A cet égard d'ailleurs, Mme Barry note que 263 millions d'enfants et de jeunes sont privés d'éducation formelle et que 775 millions d'adultes sont analphabètes dans le monde.

Dans ces conditions, l'Experte recommande d'assouplir le modèle traditionnel d'éducation, axé sur des catégories d'âge spécifiques et dispensé uniquement dans des écoles certifiées par les pouvoirs publics, au profit d'un modèle mieux adapté aux besoins de millions d'enfants non scolarisés. Mme Barry a recommandé d'allouer les ressources nécessaires et de collecter les données sur tous les programmes non formels.

Dans ces recommandations, la Rapporteuse spéciale insiste sur la nécessité d'un cadre pour les apprenants en âge scolaire. Cela permettrait d'identifier le niveau de connaissance des élèves qui ne sont pas dans le système formel. Pour les apprenants adultes, un cadre de qualification pour l'alphabétisation est recommandé en plus des qualifications de l'enseignement primaire et secondaire afin de s'assurer que les programmes d'éducation non formelle sont conçus pour obtenir des qualifications reconnues, même pour les adultes qui ne retournent pas à l'éducation formelle.

L'Experte rappelle d'ailleurs que les programmes non formels d'alphabétisation des adultes sont des moyens vitaux pour atteindre des millions d'adultes analphabètes. « Le droit à l'éducation ne doit pas dépendre de l'âge d'une personne », avertit l'Experte qui appelle à « reconnaître plus explicitement que ce droit devrait également être apprécié par les enfants non scolarisés qui sont trop vieux pour se joindre à nouveau, soit parce qu'ils ont abandonné, soit parce qu'ils ont commencé tardivement ». « Les citoyens ne doivent pas perdre le droit d'accéder à l'éducation de base après leur âge de 18 ans », conclut-elle.

L'éducation est l'Objectif 4 des Objectifs du développement durable (ODD) en visant à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité et en promouvant les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. D'ici à 2030, l'ONU entend veiller à ce que tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter.

Le musicien australien Cody Simpson nommé Champion des océans par le PNUD



7 juin - Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a choisi le musicien australien Cody Simpson pour être son tout premier Champion des océans afin de sensibiliser le public au rôle fondamental des océans dans le maintien de la santé de notre planète et de ses habitants.

Cette nomination prendra effet le 8 juin, à l'occasion de la Journée mondiale de l'océan.

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a nommé le chanteur-compositeur-interprète australien Cody Simpson 'Champion des océans' lors de la toute première conférence de l'ONU sur les océans.
Credit: PNUD

Le chanteur a évoqué son lien intime avec les océans afin d'exhorter la communauté mondiale et ses millions de fans inconditionnels à s'associer à la campagne #SaveOurOcean. « J'ai grandi près de la plage et de l'océan », explique-t-il. « Je tiens à faire tout ce qui est en mon pouvoir au cours de ma vie pour protéger et préserver les océans ».

La santé des océans du monde est menacée, 40% des océans étant gravement impactés par les activités humaines, y compris la pollution, la surpêche et la disparition des habitats côtiers. Les effets néfastes sur le climat, l'économie mondiale et la chaîne alimentaire se font ressentir un peu plus chaque jour.

Les océans sont indispensables à la vie sur cette planète. Leur protection est consacrée par l'Objectif 14 des objectifs de développement durable (ODD), convenus par les dirigeants du monde en septembre 2015 pour mettre fin à la pauvreté, aux inégalités et de lutter contre les changements climatiques d'ici à 2030.

« Les océans sont gravement menacés et nous avons besoin de défenseurs ardents comme Cody pour nous aider », dit Mila Rosenthal, Directrice de la communication au PNUD. « Nous sommes enchantés de faire alliance avec Cody, car nous

espérons que son implication incitera des millions d'autres personnes, notamment des jeunes, à contribuer activement à la sauvegarde des océans et à la préservation de notre avenir commun ».

Le PNUD participe à la Conférence sur les océans pour mettre en lumière le lien direct entre des océans sains et la fin de la pauvreté. Les océans assurent la subsistance d'environ une personne sur dix dans le monde.

L'investissement étranger direct va augmenter de 5% en 2017, selon un rapport de l'ONU



Le Secrétaire général de la CNUCED, Mukhisa Kituyi. Photo: CNUCED (archive)

7 juin - L'investissement étranger direct (IED) mondial devrait progresser de 5% pour atteindre 1.800 milliards de dollars en 2017, selon un rapport publié mercredi par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Ce 'Rapport 2017 sur l'investissement dans le monde' note qu'après avoir enregistré un léger repli (2%) en 2016, cette progression en 2017 s'explique par des perspectives de croissance économique plus forte dans les principales régions, une reprise de la croissance des échanges commerciaux et un rétablissement des bénéfices des entreprises.

Les flux d'IED devraient augmenter encore légèrement en 2018 pour s'établir à 1.850 milliards de dollars, ce qui restera toutefois inférieur au niveau record de 1.900 milliards de dollars enregistré en 2007.

Les États-Unis, la Chine et l'Inde devraient être les principales destinations des IED. Selon la CNUCED, les flux devraient être en légère hausse dans la plupart des autres régions – à l'exception de l'Amérique latine et des Caraïbes – et progresser d'environ 10% dans les pays en développement considérés globalement.

« Une reprise réelle de l'IED n'est pas encore véritablement acquise, mais nous sommes prudemment optimistes. Bien que le rapport prévoit un accroissement modeste pour 2017, d'autres facteurs, tels que des risques géopolitiques accrus et une plus grande incertitude politique, pourraient limiter l'ampleur de la reprise », a déclaré le Secrétaire général de la CNUCED, Mukhisa Kituyi.

Le rapport de la CNUCED montre qu'en 2016, les États-Unis sont restés le premier pays d'accueil des IED avec 391 milliards de dollars (soit une progression de 12% sur un an), suivis par le Royaume-Uni qui est passé directement de la quatorzième à la deuxième place avec 254 milliards de dollars sous l'effet d'importantes opérations de fusions-acquisitions transfrontières. La Chine occupait la troisième place avec 134 milliards de dollars – une légère baisse de 1% par rapport à 2015.

Le rapport montre aussi que les flux vers les pays en développement en particulier ont été durement touchés : ils ont reculé de 14% pour s'établir à 646 milliards de dollars. Malgré cette forte baisse, les pays en développement représentaient encore la moitié des 10 premiers pays de destination de l'IED en 2016.

L'autre volet du rapport montre la pleine croissance du numérique et comment la nouvelle économie a radicalement modifié le modèle mondial de l'investissement.

Le rapport de la CNUCED dresse ainsi la liste des 100 plus grandes multinationales du numérique. Un classement qui témoigne de leur poids au niveau mondial et montre que certaines d'entre elles sont devenues des géants en l'espace de quelques années à peine.

Il ressort qu'entre 2010 et 2015, le nombre d'entreprises de technologie y figurant a plus que doublé. Les actifs de ces sociétés ont augmenté de 65%, leur chiffre d'affaires et leurs effectifs d'environ 30%, alors que les autres multinationales de ce palmarès ont marqué le pas.

Selon la CNUCED, les multinationales du numérique réalisent environ 70% de leurs ventes à l'étranger alors que 40% seulement de leurs actifs sont situés hors de leur pays d'origine. Plus de 60 des 100 premières multinationales du numérique

sont originaires des États Unis, suivis du Royaume Uni et de l'Allemagne. Cette concentration est encore plus prononcée s'agissant des plateformes Internet : 10 des 11 principales multinationales du numérique figurant dans le palmarès sont originaires des États Unis.

Par contre, la présence de grandes multinationales du numérique dans les pays en développement demeure marginale : seules quatre entreprises du palmarès ont leur siège social dans un pays en développement.

L'intelligence artificielle peut aider à réaliser les Objectifs de développement durable, souligne l'ONU



Le robot Nono-Y a été l'un des moments forts de la Foire des inventions de Genève 2012. Photo: OMPI / Emmanuel Berrod (archive)

7 juin - L'Union internationale pour les télécommunications (UIT) a donné le coup d'envoi mercredi à Genève du Sommet mondial intitulé 'l'intelligence artificielle au service du bien social'.

Co-organisé avec la Fondation XPRIZE, en partenariat avec 20 autres agences des Nations Unies et avec la participation de plus de 70 entreprises et instituts universitaires et de recherche, le sommet met l'accent sur le potentiel de l'intelligence artificielle (IA) pour contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Pendant trois jours des experts du monde de l'intelligence artificielle, des acteurs de l'action humanitaire, des leaders de l'industrie et des milieux universitaires discuteront de la manière dont l'IA contribuera aux efforts mondiaux de lutte contre la pauvreté et la faim, de promotion de l'éducation et des soins de santé et de protection de l'environnement.

« L'intelligence artificielle peut accélérer le progrès vers une vie digne, dans la paix et la prospérité, pour toutes les personnes », a déclaré le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, dans un message diffusé aux participants du sommet.

« Le temps est venu pour nous tous - les gouvernements, l'industrie et la société civile - d'examiner comment l'IA va affecter notre avenir », a ajouté le chef de l'ONU. « Le Sommet mondial 'IA au service du bien social' représente les débuts de nos efforts pour faire en sorte que l'IA détermine une marche à suivre qui profitera à toute l'humanité ».

Le sommet explorera également en parallèle les moyens d'assurer le développement éthique et sécuritaire de l'IA, en protégeant contre les conséquences involontaires des progrès dans ce domaine.

« Nous nous sommes réunis ici pour discuter jusqu'où l'IA peut aller, combien elle améliorera nos vies et comment nous pouvons tous travailler ensemble pour en faire une force pour le bien », a déclaré le Secrétaire général de l'UIT, Houlin Zhao.

« Cet événement nous aidera à déterminer comment l'ONU, l'UIT et d'autres institutions des Nations Unies peuvent travailler ensemble avec l'industrie et la communauté universitaire pour promouvoir l'innovation de l'IA et créer un bon environnement pour le développement de l'intelligence artificielle », a ajouté M. Zhao.

Green Wave : entrer en résonance harmonique avec les animaux marins



Photo FAO

7 juin - En marge de la Conférence des Nations Unies sur les océans qui se déroule à New York cette semaine et dans le cadre de la Journée mondiale de l'océan célébrée le 8 juin, un artiste et deux universitaires ont lancé le projet Green Wave pour « entrer en résonance harmonique avec les animaux marins ».

Le projet est mené par Yann Toma, Artiste-Observateur en Résidence permanente à l'ONU depuis 2007, Professeur des universités en arts plastiques et sciences de l'art, Antoine Mandel, Maître de conférences en mathématiques, tous deux enseignants à Paris I Panthéon-Sorbonne, et Dave Schroeder qui enseigne le jazz à la New York University

(NYU), à New York.

« Green Wave a pour ambition, avec de simples harmonicas, de mobiliser toutes les personnalités présentes à New York le 8 juin pour célébrer la Journée mondiale des océans et les amener à entrer en résonance harmonique avec les animaux marins », explique Yann Toma dans un entretien avec ONU Info.

« Ainsi, tout le monde sera groupé au Siège de l'ONU, devant l'East River, et pendant une dizaine de minutes, mettra un lien symbolique en mouvement, collectivement, vers les animaux marins, notamment les baleines », ajoute-t-il.

AUDIO: Explications du projet par Yann Toma, Professeur des universités en arts plastiques et sciences de l'art et Antoine Mandel, Maître de conférences en mathématiques, *Credit: ONU*

Parmi les récents travaux et œuvres artistiques de Yann Toma, l'œuvre 'Human Energy', en décembre 2015, a mobilisé des milliers de visiteurs pour illuminer la Tour Eiffel afin d'encourager les négociations de la Conférence sur le climat à Paris.

Cette semaine, l'objectif de la Conférence sur les océans est de soutenir la mise en œuvre de l'objectif de développement durable 14 qui vise à préserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable.